

LA PART IDÉELLE DE LA CRISE

LES MINEURS COOPÉRATEURS DE BOLIVIE FACE À LA RÉCESSION

Pascale ABSI

Quel sens peut posséder la crise pour des individus qui n'ont jamais connu de travail stable, ni bénéficié de politiques publiques en faveur de l'emploi et dont la relation avec le système bancaire est inexistante ou se limite aux traites d'un microcrédit ? Comment la récession vient-elle prendre place dans des trajectoires où la crise — celle de l'instabilité de l'emploi et des revenus — est permanente et où, en l'absence de couverture sociale, tout accident de la vie se répercute immédiatement et brutalement sur les niveaux de vie et l'employabilité ? Comment les processus globaux de la finance, de la production et de la consommation sont-ils traduits à d'autres échelles d'interprétation, celles des individus et des groupes sociaux où ils s'inscrivent dans une série d'autres crises, locales et individuelles, qui leur donnent une valeur et un sens particuliers ?

Il ne s'agit évidemment pas de suggérer que la nature de la crise pourrait se mesurer uniquement à l'aune de représentations ou qu'elle en serait la somme. Sans être toute la crise, ces dernières organisent néanmoins les réponses des individus, des groupes sociaux, mais aussi des institutions, qui donnent *in fine* corps aux processus économiques. Ainsi, l'étude des représentations ne constitue pas seulement une priorité sociologique : celle de placer les individus et leurs vécus au centre de l'analyse. En s'attachant à une contrainte centrale du fonctionnement des marchés, elle est aussi une priorité méthodologique pour la compréhension du déploiement des crises. L'intention est donc de

réfléchir sur la construction idéelle de la crise et son impact sur les stratégies des acteurs à travers l'expérience particulière des mineurs coopérateurs de Potosi. Leurs logiques d'interprétation ne coïncident que de loin avec celles des analyses données par le salariat et la centralité de l'État. Leur pratique continue de la précarité relativise également le contenu supposé universel des *statu quo* affectés par la récession. De fait nous verrons que pour ces travailleurs l'effondrement des cours du minerai est moins une crise que la flambée des cours qui l'a précédé.

Les données de terrain sur lesquelles repose l'analyse ont été recueillies entre décembre 2008 et août 2009, en plein cœur de la crise minière.

La crise : dynamique constitutive des coopératives minières

« Vous faites des crises et nous, des coopératives » me disait, il y a plusieurs années déjà, un dirigeant de la Fédération des coopératives minières de Bolivie. Il est vrai que le secteur a toujours été une véritable éponge à demandeurs d'emploi¹. Son histoire remonte aux années 1930 et à l'organisation, à Potosi, des premiers syndicats de *kajchas*². Exclue des rangs des ouvriers des grandes exploitations privées, les *kajchas* avaient obtenu des propriétaires la concession de mines marginales en échange d'un tiers de leur production. Tout au long du siècle, ce mode de production original va essaimer sur le territoire bolivien³ et ce, avec le consentement des gouvernements successifs pour lesquels il représente une externalisation bienvenue de la gestion de l'emploi. Depuis la nationalisation des mines au début des années 1950, c'est désormais l'État qui concède les mines aux *kajchas*. Le prélèvement sur la production s'est considérablement réduit mais pour le reste, la forme du travail demeure inchangée. Elle ne se transforma pas non plus lors du passage des syndicats de *kajchas* aux coopératives minières à partir des années 1960. Comme les *kajchas* du début du siècle dernier, les mineurs coopérateurs organisent toujours librement leur production. En échange d'un droit d'entrée (1 000 à 3 000 dollars US) et d'un pourcentage de leurs ventes, ils choisissent de travailler seuls ou en équipe, avec ou sans employés,

1. La présence parmi eux de nombreux paysans ainsi que de petits artisans et d'autres travailleurs à leur compte interdit de parler de chômeurs au sens propre.

2. Durant la colonie espagnole, le terme *kajchas* désignait les travailleurs qui s'introduisaient illégalement les fins de semaine dans les mines pour les exploiter à leur compte. Cette pratique s'est peu à peu institutionnalisée et *kajcha* a pris le sens de « travailleur libre » (coopérateur) par opposition aux ouvriers salariés.

3. Les coopératives de Potosi extraient de l'argent, de l'étain, du zinc et du plomb. D'autres, ailleurs en Bolivie, exploitent de l'or, du wolfram, du cuivre, de l'antimoine, du bismuth, etc.

négocient leur minerai et sont seuls responsables de leurs gains et de leurs pertes. Depuis la fin du monopole de l'État sur le commerce du minerai au milieu des années 1980, la coopérative n'est même plus l'intermédiaire obligé de la vente de la production. Des dizaines de petites raffineries artisanales privées achètent leur minerai aux coopérateurs. Ainsi, et contrairement à ce que l'appellation pourrait laisser entendre, le rôle de la coopérative consiste principalement à assurer l'accès de ses associés aux mines louées à l'État.

Ces caractéristiques sont à l'origine de la grande libéralité du secteur en matière d'absorption de la main-d'œuvre. Dans ce pays sillonné par les gisements miniers, il est relativement facile d'obtenir une concession et de fonder une coopérative. Selon la Fédération nationale des coopératives minières, en 2009, il existait 560 coopératives minières réparties sur tout le territoire. Parmi elles, une trentaine exploite une soixantaine de mines dans la montagne de Potosi où a été mené le travail de terrain. Sauf politique contraire des dirigeants, le nombre d'associés est potentiellement infini, à l'image des galeries souterraines⁴. Il dépend d'abord de la motivation du candidat. Celui-ci a généralement gravi les échelons depuis le statut d'ouvrier journalier (salaire ou payé à la tâche) assigné aux travaux de force, jusqu'à celui de « seconde main » d'un coopérateur prenant en charge la perforation en échange d'un pourcentage de la production⁵. Cette étape de plusieurs années est l'occasion d'évaluer la possibilité de se mettre à son compte⁶. Certains préfèrent ne pas prendre le risque et rester « seconde main ». Ce sont au final les marchés — du minerai et du travail — qui régulent, au jour le jour, le nombre de mines et de mineurs en activité ainsi que leurs revenus. Lorsque les cours sont au plus haut, des centaines de nouveaux travailleurs viennent tenter leur chance dans les galeries. La rentabilité et les besoins de main-d'œuvre font alors monter les gains de tous. Quand

4. À Potosi, la concession des mines ne s'effectue pas par hectares mais par entrée de mine. La coopérative est usufruitière de toutes les galeries creusées à partir de l'entrée de ses mines jusqu'à rencontrer les travaux d'une entreprise concurrente. Hérité de la colonie espagnole, ce mode d'adjudication donne lieu à de véritables luttes souterraines pour la terre.

5. Le partage des bénéfices entre associés et « secondes mains » est fixé oralement et varie selon les groupes de travail, le nombre de travailleurs et la division des tâches. Lorsqu'ils travaillent ensemble, associé et « seconde main » se partagent généralement les bénéfices à un taux proche de 40/60 % en faveur de l'associé. Ce taux diminue avec l'augmentation du nombre de « secondes mains ». D'autres « secondes mains » sous-louent une aire de production à un associé auquel ils reversent un tiers de la production selon des modalités proches du kajcheo historique.

6. Le recours aux services d'un ingénieur minier n'est pas systématique. C'est encore souvent à l'œil et grâce à leur connaissance empirique que les mineurs planifient leurs opérations.

l'emploi manque, les coopératives absorbent les chômeurs des autres secteurs, notamment des mines privées et d'État. Des milliers d'ouvriers mis sur le carreau par la privatisation de l'entreprise nationale qui suivit l'ajustement structurel rejoignirent leurs rangs au cours des années 1980. À la même époque, la sécheresse y conduisit également de nombreux paysans malgré des cours et des rémunérations très précaires. L'augmentation de la production, la réduction au minimum des coûts de production — jusqu'à la taille des galeries est limitée pour économiser la dynamite — et surtout l'acceptation par les associés de travailler à perte permettent à ces exploitations artisanales d'exister là où les autres ferment leurs portes ⁷.

Car si la coopérative fournit un emploi, elle ne garantit pas un revenu. C'est à ce que les mineurs conceptualisent comme « la chance » de s'en charger. Même lointaine, la possibilité de s'enrichir, si la découverte d'un bon filon coïncide avec de fortes cotisations, incite chacun à s'accrocher à l'existence d'un emploi y compris lorsque les pertes dépassent les gains. C'est cet espoir qui fait accepter aux mineurs de prendre en charge l'ensemble des aléas de la production minière. Il ressemble comme un frère à la séduction du capitalisme financier sur les petits porteurs. Aujourd'hui, les mineurs se retrouvent eux aussi frappés de plein fouet par la crise.

Les coopératives dans la récession

Portés par des cours extraordinaires depuis 2006, les mineurs de Potosi n'avaient pas voulu croire aux premiers frémissements du marché ⁸. Souvent, c'est sur la facture de la vente de leur minerai qu'ils découvrirent l'ampleur de la chute. Le zinc — principal produit d'exportation de la Bolivie après le gaz et près des deux tiers de la production de Potosi — venait de tomber à moins de 0,5 dollar US la livre. Son prix, multiplié par trois depuis 2005, plafonnait auparavant à plus de 1,50 dollar [voir tableau en Annexe]. Le réveil fut brutal : beaucoup avaient constitué des stocks pour vendre en gros avant les cérémonies de la Toussaint ou les fêtes de fin d'année. Les autres minerais exploités à Potosi n'allèrent pas beaucoup mieux : la livre d'étain passait sous la barre de 5 dollars, contre 9 dollars en moyenne au

7. Le diagnostic de l'APEMIN (1998) offre un certain nombre de données statistiques relatives aux modes de production du département de Potosi.

8. La chute des prix répond évidemment à celle de la demande. Le minerai bolivien est principalement destiné au marché asiatique, principalement la Chine, la Corée du Nord et le Japon, ainsi qu'à la Belgique et en moindre mesure, l'Argentine, le Brésil, le Canada, la Suisse et l'Angleterre.

premier semestre 2008, et l'argent à moins de 8 dollars contre 17 pour la même période.

Les récits de l'effondrement par les coopérateurs sont plus éloquentes. Un associé de la mine voisine de Porco rappelait avec fatalisme les 3 000 à 4 000 boliviens (3 à 400 euros) que lui rapportait un camion de zinc au début de l'année 2008. Aujourd'hui, disait-il, il en valait à peine 300. On était au tout début de l'année 2009, au plein creux de la vague. Aux meilleurs moments de l'année 2007, ce mineur pouvait extraire jusqu'à 10 camions par jour... Une fois payés les employés, le matériel, les taxes et les impôts, près de la moitié des bénéfices lui revenaient en tant que seul associé de son équipe. Le calcul est vite fait : mon interlocuteur pouvait empocher plus de 1 000 euros en une journée... Mais ce jour-là, il faisait la queue devant les bureaux d'un commerçant de minerai pour négocier une avance. Le solde de ses coûts de production alors que ses revenus venaient de chuter, la conclusion de la construction de sa maison et, justement en octobre, l'achat d'un camion et d'un compresseur pour plus de 50 000 dollars avaient englouti toutes ses liquidités. Nous y reviendrons, l'essentiel des revenus du boom⁹ minier a immédiatement été converti en biens et en services, rarement épargnés et jamais placés. Le comptable de la plus grande coopérative de Potosi confirme les sommes colossales touchées par certains : jusqu'à 30 000 euros mensuels ! Attablés dans un troquet, d'autres associés évoquent avec nostalgie 300 ou 400 euros hebdomadaires. La semaine dernière, leur feuille de paye n'atteignait même pas 100 euros.

Tous les travailleurs n'ont donc pas profité également de l'explosion des prix. Sur une période aussi courte (deux ans), les bénéfices ont surtout dépendu de la disponibilité d'un filon rentable, prêt à l'exploitation et pas trop inaccessible, ou d'un capital pour opérer rapidement¹⁰. En effet, l'instabilité des cours et le caractère artisanal des exploitations stimulent une logique prédatrice dépourvue de vision à long terme : il s'agit d'exploiter au plus vite les filons existants au détriment de la prospection et de la préparation de nouveaux gisements. Mais même les plus défavorisés (ou les moins prévoyants) ont doublé ou triplé des revenus qui dépassaient d'ordinaire rarement 150 euros par mois : une somme plus que modeste au vu de la dureté et de la dangerosité du travail et du coût de la vie. Pour comparaison, le salaire d'une employée domestique

9. Ce terme est utilisé indifféremment avec celui espagnol de *bonanza* par les mineurs pour nommer la flambée des prix.

10. Lors du boom, des investisseurs ont acquis le statut d'associé sans avoir jamais travaillé dans la mine. Leur exploitation repose uniquement sur des employés, ce qui constitue une distorsion flagrante du système coopératif.

représente quelque 50 euros mensuels. Par ricochet, les « secondes mains » payés au *pro rata* ont eux aussi prospéré et le salaire des journaliers passa de quelque 5 à parfois plus de 10 euros pour attirer la main-d'œuvre. Évidemment, ce sont les acheteurs de minerai qui se sont taillé la part du lion.

Aujourd'hui, tous ont vu leurs revenus, leur épargne et leur niveau de vie baisser ; certains se sont retrouvés gravement endettés par leurs engagements (acquisition de matériel, paiement de salaires, achat de propriété, études des enfants, etc.). Finies les sorties en famille, les fêtes ostentatoires, les achats d'équipement, et même la viande ou le poulet à tous les repas. Une voiture sur quatre porte désormais l'écriteau « à vendre ». Dans les bars à mineurs et lors des rituels « on ne fait plus de bulles », l'alcool bon marché a remplacé la bière qui coulait à flot. Quant aux mines, elles sont désormais bien silencieuses. Les compresseurs des perforateurs pneumatiques se sont tus ou bien ne fonctionnent que quelques heures par jour. Au petit matin, sur le carreau des mines, ils ne sont plus que quelques dizaines là où auparavant des centaines d'hommes s'apprétaient dans la hâte à prendre leur poste de travail. Un calcul empirique sur la base des chiffres de quelques équipes suggère que plus de la moitié des travailleurs ont quitté les mines dans les six mois qui suivirent la chute des cours ¹¹. Pedro, un jeune coopérateur, employait auparavant une vingtaine de personnes. Aujourd'hui, il doit tout faire tout seul : préparer les galeries, perforer, charger le minerai et l'extraire en wagonnet. Il a dû troquer son marteau pneumatique contre un burin et à une barre à mine afin de réduire les coûts de production. D'autres produisent à perte lorsque la vente du minerai ne les couvre plus. La coutume ouvrière du « saint lundi » (*san lunes*) qui prolonge le débauchage des fins de semaine jusqu'au mardi matin est remise au goût du jour. Le lundi matin, ils sont des dizaines de coopérateurs à traîner devant la porte des coopératives sans se décider à emprunter un camion pour monter à la mine. Les faibles gains qui les attendent ne sont pas pour donner du cœur à l'ouvrage.

Face à l'effondrement de la demande de main-d'œuvre et des salaires, les premiers partis ont été ceux dont les liens avec la coopérative étaient

11. L'organisation de la main-d'œuvre dans les coopératives rend difficile, voir impossible, l'estimation du nombre de travailleurs à un moment donné. Contraire à la norme coopérative qui ne reconnaît que l'existence d'apprentis, l'embauche privée de journaliers et de « secondes mains » — qui peuvent constituer près de la moitié des travailleurs — ne laisse aucune trace dans les registres (sauf lorsqu'ils s'affilient à la sécurité sociale). Lors du boom, le chiffre (d'après moi surestimé) de 10 000 à 15 000 travailleurs a circulé dans la presse pour la montagne de Potosi. Ils auraient extrait près de 5 000 tonnes de roche minéralisée par jour (*La Razón*, La Paz, 16/10/2008).

les plus lâches : les journaliers et dans une moindre mesure les « secondes mains », notamment ceux qui ne cotisaient pas aux caisses sociales en vue d'intégrer la coopérative. Pour la plupart, il ne s'agissait pas de mineurs professionnels mais de chercheurs d'emploi ou de revenu (puisque beaucoup délaissèrent leurs anciennes activités) séduits par les promesses de la mine : des manœuvres, des artisans, des étudiants et des paysans que le boom minier avait attirés par milliers à Potosi¹². L'attraction avait dépassé les zones de migrations traditionnelles pour s'étendre à tout le pays, y compris les basses terres tropicales. Sur un marché du travail extrêmement étroit, la mine était devenue une véritable alternative aux migrations vers l'étranger.

Tandis que la main-d'œuvre peu qualifiée se retirait en masse, la majorité des associés restaient à Potosi. Accéder au statut d'associé implique des investissements auxquels il n'est pas simple de renoncer : le paiement du droit d'association, le décompte obligatoire pour la sécurité sociale et la caisse des retraites, l'achat de matériel et les accords passés avec les commerçants de minerai pour la location des compresseurs. Une absence prolongée entraînerait également le risque de voir son lieu de travail (qui a nécessité de longs mois, voire des années, de préparation) passer aux mains d'un autre associé. Et puis, qu'est ce qu'un mineur peut faire hors des galeries ? Surtout lorsqu'il a investi tous ses revenus dans la mine, l'achat d'une maison et d'une voiture. Certains font travailler un taxi ou un bus, d'autres ont doté leurs épouses d'un petit commerce. Mais ces activités à faible rendement ne permettent pas d'envisager une véritable reconversion. Même les plus démunis ne pensent pas se replier vers les campagnes. Pour les ruraux d'origine qui constituent le gros des coopérateurs, devenir associé se double d'une rupture programmée avec le monde paysan : l'installation et la scolarisation des enfants en ville (alors que les familles des journaliers restent souvent dans les campagnes) ainsi que l'acquisition de modes de vie et de consommation urbains. Bien sûr beaucoup d'associés conservent des terres dans leur communauté d'origine. Même marginale, la poursuite d'une activité agricole permet d'améliorer l'ordinaire et d'amortir les crises récurrentes. Mais le repli sur une économie principalement tournée vers l'autoconsommation serait le signe d'une chute sociale inacceptable. Quant à la migration vers l'étranger, certains y ont pensé mais bien peu ont franchi le pas. La

12. Ces flux (et reflux) s'inscrivent dans des va-et-vient incessants entre campagnes et mines. Y compris avant la conquête espagnole, les zones rurales sont historiquement la principale source de main-d'œuvre des mines andines. Seule la politique volontariste des entreprises modernes du siècle dernier a réussi à fixer une partie de ces migrants et à les spécialiser. Dans les coopératives en revanche, les mouvements pendulaires entre les champs et la mine n'ont jamais cessé y compris pour les associés.

conjoncture internationale n'est pas très bonne, les émigrés reviennent d'Espagne par milliers. La plupart des coopérateurs ont donc préféré miser sur une prochaine reprise.

Quelle crise quand on a un emploi et des bras pour travailler ?

Y compris là où les situations sont les plus précaires, les réponses à la crise ne se limitent pas à gérer la survie. Elles mobilisent des imaginaires où les représentations du marché, du travail et du revenu et plus généralement des visions du monde informées par l'expérience, viennent donner sens et forme aux événements. La crise est donc aussi une construction idéelle. Dans les coopératives de Bolivie, elle s'appuie sur une perception de la crise comme un état quasi permanent dont la récession économique n'est qu'un facteur parmi d'autres (l'absence de filon, la maladie, etc.). Cette conception accompagne une lecture asystémique des processus socio-économiques qui conduit les acteurs individuels à assumer seuls la responsabilité de la récession, tout entière prise dans des contingences personnelles et locales. Mon hypothèse est que cette lecture particulière n'est pas uniquement liée à l'organisation des coopératives minières. Elle fait écho aux défaillances de l'État et à la faiblesse des organisations professionnelles comme médiateurs de sens et d'action. Un vide sur lequel se développe l'imaginaire que c'est d'abord à la chance de récompenser l'effort laborieux.

Pour les mineurs d'un moment repartis vers leurs campagnes et leurs anciens offices redevenus compétitifs, la crise signifie avant tout un retour à la case départ. En Bolivie, les paysans, les travailleurs au jour le jour et les indépendants n'ont pas attendu la récession pour connaître la précarité. Structurelle dans leurs trajectoires professionnelles, elle les amène à considérer l'emploi bien rémunéré comme une opportunité exceptionnelle plutôt qu'une attente légitime, et son absence comme la routine. La crise vient alors remobiliser des stratégies économiques (d'emploi et de revenus alternatifs, de gestion des dépenses, de réseaux sociaux...) préexistantes.

Des ressources similaires permirent aux associés d'affronter la récession sur le plan pratique et de rester. L'apprentissage des crises passées amortit également ses effets sur le moral. Y compris durant les mois les plus noirs, le relatif optimisme dont firent preuve les associés qui attendaient que le vent tourne, est né de l'expérience empirique de la volatilité des cours. Il suffit de dix ans d'ancienneté pour le savoir : une dépression (de moindre ampleur) avait déjà frappé les cours au début des années 2000, succédant à la reprise qui avait suivi plus d'une décennie de traversée du désert. En 1986, les cours de l'étain, seul minerais alors

exploité à Potosi, étaient tombés à moins de la moitié de leur prix. Cette crise avait sonné le glas pour l'entreprise d'État et paralysé jusqu'aux opérations des coopératives minières. Ouvriers et coopérateurs migrèrent en masse vers les campagnes, les plantations de coca des tropiques et en Argentine. Les dévaluations en chaîne achevèrent de ruiner ceux qui avaient réussi à épargner. Le lendemain de son retour de Buenos Aires, Damian vit partir en fumée les 450 millions de boliviens (deux sacs de billets !) accumulés à grand-peine en deux ans de travail comme maçon et couturier. Dès l'amorce d'une relance, la plupart des associés avaient repris le chemin de la mine. Intervenue entre-temps, la diversification des minerais exploités à Potosi permet désormais de passer de l'argent au zinc ou à l'étain et de jouer avec les cours (APEMIN, 2007). Comme pour finir de se convaincre de la banalité de l'effondrement actuel, beaucoup me faisaient remarquer que le zinc était finalement revenu à ses cours du début des années 2000 ; les prix de l'argent et de l'étain restaient même supérieurs¹³. Les mois qui suivirent l'enquête allèrent donner raison aux mineurs. Un an plus tard, l'argent et l'étain s'étaient quasiment récupérés et le zinc était redevenu relativement stable et rentable [voir tableau].

Mais le plus surprenant dans l'attitude des mineurs n'était pas leur confiance empirique dans la volatilité des cours. Ce qui me frappait dans ce panorama désolant c'était d'entendre un certain nombre d'entre eux nier fermement l'existence d'une crise.

« Nous ne sommes pas encore en crise, nous avons arrêté [d'employer] le personnel, mais nous continuons à travailler. Maintenant, s'il n'y avait plus personne, si plus personne ne montait [à la mine] ça, ça serait une crise » affirmait ce matin-là un associé sur le carreau de la mine Santa Elena. Il se référait implicitement à la crise de l'étain alors que l'impossibilité totale de vendre même à perte avait fermé la porte à toute perspective. Assis sur de vieux wagonnets hors d'usage, une dizaine de mineurs occupés à mâcher la coca acquiescent de la tête. « C'est un mensonge cette crise, lâche soudain l'un d'entre eux. Nous avons toujours été la [vache] à lait de tous : pour eux c'est peut-être la crise, pour ceux qui vivent de nous. Nous, nous devons rester ici comme de bons habitants de Potosi. Nous ne travaillons pas en fonction de ça », conclut-il en montrant le journal où les mineurs suivent les cours.

13. Dès juillet 2008, les intermédiaires refusèrent d'acheter du minerai de moindre valeur ou de payer plus qu'un prix forfaitaire inférieur aux cours officiels. Cette pratique, conjuguée à l'inflation, à l'augmentation des coûts de production liés à la mécanisation et à la hausse de la ponction fiscale, invalide quelque peu la comparaison des cours de 2008 avec ceux de 2003.

Ainsi, pour les coopérateurs pris dans une succession d'aléas, la crise est d'abord synonyme d'impossibilité de travailler y compris lorsque l'emploi suppose l'endettement et de faibles perspectives de retour sur investissement. De fait les définitions qu'ils donnent au mot crise font une large place à la maladie, à l'accident, à la disparition d'un filon et au prolongement inespéré des étapes préalables de creusement. C'est-à-dire aux événements qui ajournent le travail productif dans un contexte où les travailleurs sont seuls à assumer les infortunes d'une vie risquée. Même les assurés ne sont pas à l'abri : la sécurité sociale ne compense pas les jours d'arrêt ni ne rembourse les médicaments ; jusqu'au sang s'achète alors que les blessures graves sont trop fréquentes et que la silicose ronge les poumons de tous. Pour Damian, l'année du boom fut celle de la crise : compliquée par une pneumonie, sa tuberculose carabinée l'empêcha de profiter des largesses de la montagne et, comme il le dit lui-même, « d'acheter comme les autres, sans réfléchir, un 4 x 4 dernier modèle ». Si tous les coopérateurs s'accordent sur ce constat, la différence de discours entre ceux qui ont connu le salariat et les autres est frappante. Qu'ils soient anciens ouvriers d'État reconvertis à la coopérative ou migrants de retour d'Argentine, les ex-salariés sont les seuls à évoquer l'absence d'emploi comme synonyme de crise. Pour tous les autres qui ne sont jamais passés par la case salariat, la crise est d'abord l'impossibilité de donner sa chance au travail et à l'effort. Tout le contraire des promesses de l'auto-emploi coopérateur, y compris en époque de récession, comme en témoigne la détermination de Pedro. Pedro fait partie de ceux qui doivent désormais assumer seuls la charge harassante de toutes les étapes de la production. Alors que je lui demandais s'il n'était pas trop préoccupé par la crise, il me rétorqua avec une fierté non dissimulée : « Je suis associé, j'ai mes aires de travail, deux bras pour travailler. J'ai bien pu passer de pousser des chariots à « seconde main », puis à associé. Je vais m'en sortir. Nous sommes des mules, des mules, des ânes de bât... » Comme si elle ne dépendait que de lui, Pedro venait de placer la sortie de crise sur le même plan que l'effort personnel qu'il a dû déployer pour gravir tous les échelons de la hiérarchie coopérative.

La critique récurrente des mendiants qui ont « des mains et des pieds pour travailler » révèle une même conception asystémique qui confond la capacité de travail des individus avec l'emploi et le revenu sans interroger la réelle capacité du marché à redistribuer les richesses. Bien loin du concept d'emploi décent, toute articulation au marché devient alors désirable y compris lorsque les gains restent hypothétiques. Cette confusion du possible et du probable est au cœur des représentations de l'auto-emploi des classes populaires boliviennes et de sa survalorisation.

S'y ajoute le privilège d'être son propre patron pour des populations extrêmement marquées par le patronat foncier et la servitude paysanne. En Bolivie, le statut de salarié ne concerne même pas la moitié des travailleurs et seuls 17 % ne sont pas précaires (Escobar, 2008). Le fait de n'avoir jamais connu — ni même rêvé — des avantages du salariat, épargne ainsi aux précaires de Bolivie le sentiment de déchéance des travailleurs des pays du Nord ou des ex-républiques soviétiques (Bazin, Hours, Selim, 2009) expulsés du salariat. Plus près, dans un contexte d'explosion du chômage et d'appauvrissement, l'analyse de la situation argentine met en évidence la perte de repères des classes moyennes structurées par le salariat ainsi que l'inadaptation de leurs expériences et de leurs stratégies comparées à celles des pauvres structurels (Swampa ed., 2003). En Bolivie, l'imaginaire positif de l'aléatoire qui transforme la précarité en promesse se retrouve chez tous les vendeurs de biens et de services, depuis les commerçants jusqu'aux femmes qui s'accrochent à l'illusion de la prostitution quand bien même leurs revenus ne dépassent pas toujours ceux d'emplois plus conventionnels. Dépourvue des attentes liées au salariat, de ses bénéfices sociaux et d'une vision structurelle des lois du marché, la confiance placée dans l'auto-emploi renvoie à la projection sur le marché d'une logique morale, croisement d'éthique paysanne et de catholicisme. Résumée dans la sentence « tout travail produit ses fruits », elle confond la réussite avec l'effort individuel.

In fine, c'est la faiblesse des institutions — l'État, les politiques d'emploi et les organisations professionnelles — qui autorise la perception de la récession économique comme un accident parmi d'autres de trajectoires personnelles et le repli sur des stratégies individuelles où les coopérateurs se considèrent seuls responsables de leur sort.

Sans État ni organisation professionnelle comme médiateurs de sens et d'action

La condamnation morale des chômeurs « paresseux » n'est pas spécifique à la Bolivie. Il est plus étonnant d'y constater le manque de contre-discours des pouvoirs publics. L'idée même de chômage est pratiquement absente du débat politique. Les statistiques sont à peine évoquées par les médias. Bien sûr dans un pays où l'auto-emploi et la mixité entre l'agriculture et le salariat temporaire sont importants, elles sont sujettes à caution. Le taux officiel (10,2 % pour 2008) ne prend pas non plus en compte le sous-emploi. Sinon, il atteindrait plus de 52 % (Escobar, 2008). Pourtant, une meilleure visibilité permettrait de replacer l'auto-emploi à sa juste place, dans l'analyse des marchés du travail et dans le ressenti des travailleurs indépendants qui vivent comme un échec

personnel l'absence de prospérité des emplois qu'ils se sont créés. Le choix même du gouvernement de préférer aux politiques d'emploi une redistribution basée sur la position personnelle des bénéficiaires (bons pour les écoliers, les personnes âgées, les mères de jeunes enfants, etc.) semble encourager l'intériorisation du caractère essentiellement individuel des situations économiques.

Quant au traitement de la récession, il ressemble comme un frère à celui de l'accident de Tchernobyl par les autorités françaises : un nuage sélectif qui épargnerait le pays. C'est ce que certains ont qualifié de « blindage bolivien ¹⁴ ». Il est vrai que le relatif isolement de l'économie bolivienne des circuits financiers internationaux joue en sa faveur. Mais sa dépendance envers l'exportation des matières premières la rend tout de même très vulnérable sur le plan de l'économie réelle. Quoi qu'il en soit, les mesures adoptées face à la crise restent aux dires des analystes assez limitées. Pas plus avant qu'après, le gouvernement n'élabore de véritable politique en faveur de l'emploi et de la production, au-delà d'opérations ponctuelles ¹⁵. Aucune régulation des marchés miniers n'a non plus amorti la chute des prix. Ce n'est qu'en novembre 2008, au cœur de la débâcle, qu'un fonds de subvention du zinc a été créé pour fonctionner lorsque les cours sont compris, durant 15 jours consécutifs, entre 0,65 et 0,45 \$ US la livre. Du fait de prix trop bas puis trop hauts, un an plus tard, le fonds n'a toujours pas fonctionné. De l'avis des spécialistes, le véritable problème réside cependant dans l'absence d'intervention de l'État dans la planification, la prospection et la mécanisation nécessaires à la modernisation du secteur coopératif. Nous l'avons vu avec l'histoire des *kajchas*, ce désengagement n'est pas nouveau, il est constitutif de l'organisation des coopératives. De l'identité professionnelle des coopérateurs également, eux qui se font une fierté de n'avoir jamais dépendu que de leur propre travail. Comment s'étonner alors de la réponse de Virgilio à la question de savoir ce que le gouvernement pourrait faire pour les coopératives :

« La vérité c'est que de la même façon que Santa Cruz [département autonomiste], nous demandons l'autonomie. Car nous produisons avec notre propre matériel, nos propres ressources, c'est notre propre argent que nous faisons travailler. Nous sommes autonomes, nous ne dépendons de personne. Personne ne me paye, je vis de mon effort. Je suis indépendant, je suis autonome. »

14. *Monde diplomatique*, éd. bolivienne, juin 2009.

15. *Pulso económico*, La Paz, 26/05-02/05/2009. Les mesures prises par le gouvernement d'Evo Morales concernent principalement l'ampliation des droits du travail et de la couverture sociale, notamment sous des formes déliées de l'emploi proprement dit (pensions pour les plus de 65 ans, couverture maladie pour les groupes sociaux les plus démunis, etc.).

Dans un même élan qui oppose le mérite des travailleurs indépendants au « parasitisme » des salariés, Virgilio rejette, comme presque tous ses collègues, la perspective d'intégrer une nouvelle entreprise étatique, en tant que salarié :

« Je ne crois pas car les coopérateurs nous sommes habitués à gagner et à perdre [de l'argent]. Nous gagnons, c'est bien. Nous perdons, c'est bien aussi. Je crois que cela ruinerait l'État, les salariés deviennent tous paresseux. »

Tandis que le désengagement de l'État du secteur coopérateurs et du marché du travail renforce le sentiment de solitude des mineurs, le traitement superficiel de la question de l'emploi par les médias conforte l'idée que le problème et sa solution résident dans les individus. Un vide interprétatif que sont bien incapables de combler les organisations professionnelles, coopératives et fédérations.

La Bolivie est connue pour la force et les conquêtes sociales de ses syndicats, notamment celui des mineurs qui conduisit la révolution nationale de 1952 et la nationalisation des mines puis la résistance à la dictature¹⁶. Mais si les syndicats de *kajchas* prirent part à la fondation du premier syndicat national des mineurs en 1944 (FSTMB), dès la fin des années 1950, le secteur coopératif allait se distancier du mouvement ouvrier et de son projet révolutionnaire pour se déclarer « apolitique » et se retrancher dans la défense d'intérêts sectoriels¹⁷. Cette séparation reflète le fossé creusé par la nationalisation des mines entre le statut d'ouvrier salarié et la gestion individuelle de l'emploi et des revenus des coopérateurs¹⁸. À la lutte des classes, les coopérateurs ont depuis préféré la négociation et la compromission avec les gouvernements successifs, y compris lors des dictatures. Cette politique clientéliste se prolonge au sein du fonctionnement des coopératives où la corruption et la forte intromission des partis politiques font souvent passer à la trappe les intérêts généraux au profit des plans de carrière des dirigeants. En découle une politique à court terme, principalement dédiée à assurer la cession par l'État de nouveaux gisements et à limiter les ponctions fiscales. Face à la crise, les dirigeants n'ont eu alors pas grand-chose d'autre à proposer que ce que les bases faisaient déjà : travailler en attendant que ça passe. Ainsi,

16. La révolution de 1952 déboucha également sur la réforme agraire et le droit de vote universel.

17. Dans la rhétorique de classe des révolutionnaires mineurs d'État, les coopérateurs — ainsi d'ailleurs que les paysans parcellaires — étaient considérés comme des « petits bourgeois ». Les coopérateurs percevaient quant à eux les ouvriers comme des assistés et des subversifs.

18. La préservation de liens plus forts avec le monde rural permise par l'organisation coopérative favorise également une moindre identification prolétaire.

leur mode de fonctionnement et leur absence de projet de société ne permettent pas aux institutions coopératives de jouer le rôle d'université et de médiateur de sens traditionnellement attribué aux syndicats. Pas plus que l'État ou les médias, elles ne sont d'un grand secours pour les mineurs confrontés à la résolution pratique et imaginaire de la crise. Jusqu'à leurs interprétations « mécaniques » de la récession reflètent l'enfermement dans des perceptions locales.

Les réponses à mes questions sur le pourquoi de la crise mirent en évidence la difficulté des coopérateurs à appréhender le caractère global d'une récession pensée uniquement sur son mode de crise interne. Et ce malgré l'évidence palpable du retour au pays des proches et des parents restés sans emploi en Espagne et en Argentine. Dans les faits, la grande majorité de mes interlocuteurs situent l'origine de la crise uniquement dans la saturation des marchés. Ils attribuent la chute des cours à une production supérieure à la capacité des usines de traitement qui ne veulent plus acheter de minerai à des prix raisonnables : « Le minerai est tombé, sinon il n'y aurait pas de crise. — Pourquoi ? — Parce que dans les autres pays, le minerai est comme ça [la main de mon interlocuteur figure un énorme amoncellement] prêt à être vendu. » L'horizon analytique ne dépasse pas la relation avec les acheteurs de minerai et c'est les yeux rivés sur les cours, à la télévision ou dans les journaux qui circulent de mains en mains, que les coopérateurs tentent de donner sens à la baisse de rentabilité. Ils évoquent la faillite du gouvernement — parfois de la coopérative — pour trouver de nouveaux marchés ou conserver ceux existants. Certains surfent sur la mise en accusation par l'opposition de la politique extérieure du gouvernement d'Evo Morales accusé de malmener certains partenaires commerciaux comme les États-Unis et le Pérou qui, en représailles, auraient fermé leur porte aux minerais boliviens : « Le gouvernement a une autre méthode. Il a fait fermer les marchés. Il a peut-être voulu aller trop loin et il s'est disputé avec le gouvernement des États-Unis, du Pérou et cela a beaucoup affecté les exportations. » À l'opposé, le recyclage interprétatif de la crise des années 1980 et du rôle des États-Unis qui avaient reversé au marché leurs réserves d'étain actualise un anti-impérialisme latent : « Cette crise vient des États-Unis, ils ont éteint le zinc comme le feu. » Presque jamais l'idée que la demande puisse s'être effondrée n'est évoquée. Pas plus d'ailleurs que la marginalité et l'épuisement des gisements de la montagne de Potosi devenus moins compétitifs. Comme celle d'ouvrir des raffineries nationales, la demande récente faite au gouvernement de se constituer en acheteur monopolistique de la production des coopératives exprime une même croyance en la stabilité de la demande du marché. Au bout du

compte, ce sont les mineurs trop ambitieux dans leurs volumes de production qui apparaissent comme les véritables responsables de la crise. On comprend mieux maintenant la stratégie qui consiste à attendre le siphonage.

Questions de chance

Nous venons d'examiner comment l'organisation des coopératives, l'absence de référence au salariat et le déficit des institutions médiatrices de sens favorisent une prise en charge individuelle des aléas de la production minière et donc de la crise. Cette individuation accompagne l'attribution d'une valeur particulière à l'auto-emploi basée sur une interprétation morale, vraisemblablement d'origine paysanne, de l'effort laborieux. Cette représentation fait la part belle à ce que les mineurs traduisent en espagnol par « la chance ». Cette chance n'est pas la fille du destin. Elle est le résultat de l'interaction des hommes avec le cosmos. Et c'est sur ce plan que se joue en dernière instance la gestion des crises par les coopérateurs et le repli interprétatif de la crise sur l'individu. Il ne s'agit donc pas de dire que les mineurs seraient enfermés dans une logique culturelle (voir une prélogique) qui leur interdirait l'accès à d'autres grilles de lecture et d'action. Dans son travail sur la remarquable tradition de lutte des mineurs boliviens, l'anthropologue June Nash (1979) a d'ailleurs très bien analysé comment les rites miniers ont pu se transformer en bastions de la conscience de classe ouvrière et de la résistance à la dictature. Loin de la soumission irraisonnable aux injonctions d'une quelconque appartenance ethnique ou culturelle, la centralité des interprétations cosmologiques dans la prise en charge imaginaire de la crise n'est pas une cause mais une étape de la recherche de sens au sein des configurations sociopolitiques particulières que nous avons examinées.

Dans les mines de Bolivie, la chance possède un nom et un visage : ceux de la Pachamama et du Tio. La première est la divinité panandine de la fertilité de la terre. À Potosi, elle est confondue avec la montagne dans le ventre de laquelle les filons se reproduisent comme des pommes de terre dans un champ. Le second est un diable ouvrier dont le rôle est celui d'un contremaître qui distribue les filons aux personnes auxquelles il a décidé d'accorder ses largesses. Maître de la richesse minière, il est aux dires des coopérateurs, le véritable patron de la mine. Les récits de rêves des travailleurs confondent les filons avec des serpents, gros ou petits, qui se laissent approcher ou s'enfuient. Ils mettent en scène l'impossibilité de savoir à l'avance la localisation exacte du minerai et sa valeur. Ces caractéristiques dépendent au final du bon vouloir du Tio de chaque

équipe autour duquel se réunissent chaque vendredi les travailleurs. Les lumières des lampes découvrent un diable de terre cornu dont la bouche ouverte espère les cigarettes, l'alcool et les feuilles de coca que les hommes viennent partager avec lui. Négliger le Tio n'est pas seulement risqué pour la production. Affamé, il pourrait se servir tout seul en provoquant un accident mortel. Car la mine ne se nourrit pas que d'alcool ou de coca. L'effort physique est lui aussi perçu comme un sacrifice énergétique qui alimente la circulation cosmique nécessaire à la fertilité du monde (Absi, 2003). Ultime étape de la déperdition énergétique des travailleurs, les accidents mortels accélèrent la reproduction des filons et les travailleurs se disputent l'exploitation du lieu du drame pour profiter de la dette de sang contractée par la mine. Cette conception cosmologique de l'effort laborieux, par essence productif, n'est sans doute pas étrangère à la foi placée dans l'auto-emploi. L'idée sans cesse énoncée par les mineurs selon laquelle « la crise affecte peu les mineurs qui savent travailler. Il faut savoir gagner et perdre » donne à voir une éthique de la persévérance dont le travail à perte est la mise à l'épreuve presque mystique. Ne dit-on pas que le Tio n'accorde ses largesses qu'à ceux qui travaillent avec entrain, sans se décourager, y compris lorsque le minerai n'est pas au rendez-vous ? C'est dans cette logique culturelle de la chance où les hommes, par leur relation au travail, reprennent main sur leur destin que la crise vient prendre place en l'absence de véritable scénario alternatif.

Interrogés sur une possible traduction quechua du concept de crise, les mineurs parlent de peine et de souffrance (*yakirikunachis*, *phutikunchis*), d'être jetés de leur travail (*nos estamos ch'utando*) et surtout d'avoir été saisis par ce qu'ils désignent par le castillanisme *q'encherio* (*q'encherio jap'iqawasayku*). Le qualificatif *q'encha* désigne littéralement les personnes qui contreviennent aux règles sociales des rapports sexuels, notamment les incestueux (ce qui pourrait être son sens premier) et plus généralement les adultères. Censés réjouir le diable, ces comportements déviants peuvent générer un enrichissement soudain. Dans les Andes, la principale attribution des diables, dont fait partie le Tio, est en effet d'être la source de toutes les richesses, minière ou monétaire. Cependant, cette richesse est illusoire puisque le destin des *q'encha* est d'attirer la malchance (le *q'encherio*) qui conduit à leur ruine et à celle de leurs proches par effet de contagion sociale. Derrière l'idée de *q'encherio* se profile ainsi une interprétation de la crise en terme de châtement cosmique.

Mais que viendrait sanctionner la baisse des minerais ? C'est à un jeune mineur un peu éméché, rencontré dans une maison close, que je

dois l'exposé sans équivoque de ce que ses collègues suggéraient à demi-mot :

« Nous avons vu l'argent, nous en avons pris par poignées, nous rendons culte au diable, si l'argent ne vient que de lui, il retourne à lui. Nous avons fait des choses que nous n'aurions pas dû faire.

— Quel genre de choses ?

— Dépenser l'argent en tout, dans les bordels, les bars, faire de mauvaises choses. Maintenant nous nous en repentons déjà. »

Ainsi, la crise est venue remettre de l'ordre dans le désordre social et moral créé par l'argent lorsqu'il coulait à flots. Une période que beaucoup de mineurs décrivent aujourd'hui comme bien plus déstructurante que la récession elle-même. L'enrichissement soudain n'est pas moins un accident du système que son contraire. Comme le monde avec les traders, les mineurs (re)découvrent que tous deux sont également des crises.

Et si la crise n'était pas là où l'on croit...

Dans les discours, le bouleversement des rapports sociaux et des représentations qui correspond à l'idée de crise coïncide plus avec le boom qui l'a précédé qu'avec la chute des cours finalement perçue comme un évènement ordinaire. L'extraordinaire afflux d'argent, l'explosion de la croissance et de la consommation, les migrations et l'inflation se conjuguèrent au bouleversement des hiérarchies et des assignations sociales pour construire la flambée minière en crise économique et sociale. Pour bien le comprendre, il n'est pas inutile de revenir sur les effets concrets d'une envolée sans précédent dans l'histoire récente de la Bolivie.

Avec des prix et des volumes de production triplés pour les uns et presque doublés pour les autres entre 2005 et 2007, l'industrie minière a fait exploser la croissance de Potosi qui est passée de +1,6 % en 2006 à +12,9 % en 2007. Elle a entraîné dans son sillage la hausse du secteur financier (notamment au travers des microcrédits) et plus encore celle de la construction (de -7,8 % en 2006 à plus de 96,3 % en 2007), les mineurs, les intermédiaires et les propriétaires des raffineries artisanales ayant généralement choisi d'investir leurs bénéfices dans l'immobilier. Des galeries marchandes, un, puis deux hôtels 5 étoiles surgirent grâce à l'argent de la mine dans cette petite ville coloniale aux faubourgs de campements. Selon la presse, un des propriétaires, commerçant de minerai, aurait déboursé plus de deux millions et demi d'euros pour

terminer l'édifice et sa piscine chauffée à 4 000 mètres d'altitude¹⁹. Des centaines de maisons à étages remplacèrent les vieilles bâtisses en terre crue. Émulé par le statut de Patrimoine de l'humanité de la ville, l'agencement néocolonial de leurs façades colorées surchargées de balcons, d'auvents, de lucarnes, de grilles en fer forgé et de dorures, témoigne sans pudeur de la fièvre d'ascension sociale et de prestige qui gagna Potosi. Largement arrosées par les taxes et les impôts, la Préfecture et la Mairie augmentèrent fortement les investissements publics. Il fallait aussi s'occuper des nouveaux arrivants qui se pressaient aux portes de Potosi. Selon le maire, douze nouvelles urbanisations ont vu le jour dernièrement qui devaient à la hâte être raccordées aux réseaux d'eau et d'électricité²⁰. Après avoir longtemps frôlé les 120 000 habitants, la ville en aurait atteint plus de 160 000 au cœur du boom²¹. Tous les maçons et les paysans qui louent leurs bras à la journée ayant lâché truelles et taloches pour aller la mine, le manque de main-d'œuvre paralysa la plupart des chantiers publics malgré les appels désespérés du maire qui finit par se tourner vers l'embauche de femmes²². La baisse de la production agricole et la hausse du pouvoir d'achat contribuèrent à accélérer les effets de la crise alimentaire et l'inflation accumulée dépassa 30 % les deux années du boom²³. Mais l'immobilier n'est pas le seul signe extérieur de richesse. Les mineurs ont aussi acheté des voitures, des 4 x 4 luxueux et des minibus. Étaient-elles 6 ? 13 ? Plus encore ? Le nombre des *hummers* version ville — ces jeeps de l'armée étasunienne, parfois plus larges que les rues sinueuses de Potosi, qui se cotent entre 30 000 et 50 000 dollars d'occasion — n'a cessé de défrayer la chronique. Inspiré des stéréotypes de la réussite des feuilletons nord et sud américains, l'ameublement des maisons fit également les affaires des commerçants. Un marchand de meubles évaluait que ses ventes avaient doublé le temps du boom. Une bonne saison aussi pour les cadeaux de mariage. Signes de la surenchère entre parrains et parents, des salons ou des chambres à coucher s'achetaient cash plusieurs milliers de dollars. Les dépenses festives se firent somptueuses. Les mariages donc, mais aussi les baptêmes, les célébrations des saints et les cérémonies minières

19. *La Razón*, La Paz, 02/07/2007. Ce dernier, la plus grosse fortune minière de Potosi, avait déclaré aux impôts un patrimoine de plus de 7,2 millions d'euros en 2006 (ibidem). Celui du coopérateur le plus riche, ancien journalier paysan est estimé à 6 millions...

20. *El Potosi*, 01/10/2007.

21. *Actualidad de la minería*, 02/07/2007.

22. Agence bolivienne d'Information, 17/01/2008.

23. *La Razón*, La Paz, 02/07/2007.

engloutirent des sommes considérables²⁴. Là où une équipe de travailleurs sacrifiait auparavant un lama chaque année à la Pachamama et au Tio, quatre ou six animaux étaient désormais mis à mort. La bière et les alcools étrangers remplacèrent les eaux-de-vie qui arrachent. En février 2007, lors du Carnaval, les coopérateurs asséchèrent l'usine de bière de Potosi et les revendeurs durent aller se réapprovisionner dans une autre ville pour faire face à la demande. Dans les bars à mineurs, la fête était permanente. Les travailleurs s'approprièrent également l'espace, plus sélectif, des maisons closes d'où ils délogèrent les employés, leur clientèle habituelle. Matérialisée par le flux des caisses de bière, la compétition faisait rage entre les équipes et les coopératives. Payer les tournées et s'approprier la femme la plus chère et la plus exotique permirent aux associés et aux chefs d'équipe de réaffirmer les hiérarchies du travail. Les plus riches n'hésitèrent pas à fermer les maisons pour des soirées privées entre collègues. Bien sûr, nous l'avons dit, tous les mineurs n'étaient pas millionnaires. À une échelle ou une autre, tous ont cependant participé à la course à la consommation.

Au final très peu d'argent semble avoir été destiné à l'épargne. Si l'on en croit les mineurs eux-mêmes, y compris ceux qui avaient des expériences d'accumulation arrêtaient d'alimenter leur compte d'épargne ou leur bas de laine. L'épargne est d'abord un mode de gestion du manque qui relève des femmes (Absi, 2007). À l'inverse, l'intendance du boom fut surtout une affaire d'hommes. Jusqu'aux dépenses importantes comme l'achat d'un terrain ou d'une voiture a dépendu d'une entrée exceptionnelle ou d'une accumulation à très court terme (quelques semaines). La même chose pour les investissements productifs et l'achat des matériaux de construction déboursés au fur et à mesure des disponibilités. L'afflux d'argent et la probabilité d'obtenir le lendemain le double de ce qui a été dépensé conforta une administration inspirée par la nature au jour le jour des revenus coopérateurs. D'autant que le boom était censé durer au moins 5 ou 6 ans. Les flambées inflationnistes des décennies passées qui avaient ruiné plus d'un mineur ont également conforté le choix des placements en nature. La voiture, la maison, le lopin constructible sont autant de réserves de valeur, l'équivalent du bétail pour les agriculteurs, dont hériteront les enfants mais qui peuvent si nécessaire être vendus. Les efforts des agents des organismes financiers qui s'étaient multipliés en ville furent impuissants à inverser la tendance. Pour bien des mineurs, la banque reste un univers exotique plus proche du signe

24. Les coopérateurs ont très peu investi dans leurs communautés d'origine parce que la productivité y est généralement faible mais aussi parce que l'ascension sociale implique une rupture avec le monde paysan.

extérieur de richesse que d'un outil de planification, comme l'explique Virgilio :

« Il y a les amis qui se prennent pour des gens importants qui disent « j'ai un compte en banque ». Alors moi aussi j'ai dit, « J'en ouvrirai un. Si tu as [de l'argent], moi aussi j'en ai. »

Les 2 000 dollars que Virgilio a placés à l'ouverture de son compte en janvier 2007 sont toujours là, pas un de plus ni un de moins. Ce n'est que lorsque les mineurs ont satisfait leurs principaux désirs de consommation qu'ils se décident parfois à ouvrir un compte (et à l'alimenter). La banque sert alors à absorber les excédents. La position de Virgilio révèle un autre défaut de l'épargne : celui d'invisibiliser la richesse dans une configuration culturelle où la magnanimité, l'ostentation et le prestige font système. Il ne suffit pas d'avoir de l'argent, ni même de le montrer, il faut aussi le redistribuer notamment lors des cérémonies religieuses et des sorties entre hommes. Dans le cas contraire, les hommes s'exposent à se faire traiter de *q'ewa*. Entre insulte et raillerie, ce terme signifie à la fois efféminé et mesquin. Il décrit en creux les qualités idéales du mineur. Tout en fustigeant l'incompétence des mineurs à administrer sagement leur argent, Virgilio, qui venait de payer sa tournée, ne peut s'empêcher de préférer « être un homme » :

« Les riches sont les plus efféminés qui soient, ils ne veulent pas dépenser l'argent. Il n'y a que les pauvres pour ne pas être très responsables. Quand ils ont un peu beaucoup d'argent, ils le dépensent à leur guise et le lendemain ils se repentent. Les riches administrent mieux. Ce sont ceux qui gagnent le plus qui ne veulent pas dépenser. »

De même que l'effort, la circulation sociale de l'argent est indispensable au transfert de richesses des divinités vers les hommes. Ceux qui retiennent la richesse s'exposent à la stériliser (Absi, 2003). La possibilité de ne pas ressortir vivant de la mine donne à cette philosophie de la jouissance immédiate une résonance particulière.

Aujourd'hui cependant, les excès de la course au prestige et à l'ascension sociale sont accusés d'avoir ouvert la porte à la crise. Certains regrettent amèrement de ne pas avoir su épargner ou investir autrement que dans l'équipement luxueux d'une voiture. Beaucoup pensent que l'ivresse de l'argent aurait dérégulé le fonctionnement d'une société qui tout en encourageant la réussite née de l'effort individuel condamne l'enrichissement lorsqu'il est trop brusque et source d'inégalités trop flagrantes. Dans la logique minière, cette interprétation se traduit par l'idée que les mineurs tentés par le diable et le pouvoir de l'argent ont

sombré dans une vie de débauche et de transgression. La réussite fulgurante de Pedro qui précéda sa ruine et le regard qu'il porte sur cette aventure sont exemplaires d'une lecture morale qui construit le boom minier comme une crise personnelle et sociale dans laquelle la récession vient remettre un peu d'ordre.

Histoire d'un golden boy

Pedro, 28 ans, célibataire sans enfant, est cet associé coopérateur qui refusait de voir dans la crise une préoccupation majeure, lui qui avait encore des bras pour travailler. Nous nous sommes rencontrés un dimanche après midi dans le bar où il buvait avec quelques collègues. Parmi eux, le jeune homme qui m'expliqua, à voix basse, que la crise était un châtiment cosmique. Lors de l'entretien que Pedro m'accorda quelques jours plus tard, je compris combien la sentence s'adressait d'abord à lui. Plutôt timide, c'est avec une grande sincérité que Pedro décrit la trajectoire qui de paysan pauvre le transforma en millionnaire avant de le renvoyer au statut de mineur ordinaire.

Pedro est originaire d'une communauté paysanne des environs de Potosi où ses parents possèdent quelques terres, une dizaine de moutons et deux ânes. Ayant abandonné l'école assez tôt pour aider aux champs, il est d'abord parti à Santa Cruz, dans les basses terres, pour la récolte du coton. C'est là que, selon l'expression consacrée « il a vu l'argent pour la première fois ». C'est-à-dire une somme respectable, renouvelée chaque semaine, alors que souligne Pedro « dans les campagnes, on ne voit pas l'argent chaque mois ». À son retour, il décide de se faire embaucher dans la mine comme journalier. Le récit de son ascension de simple « péon » à associé coopérateur laisse transparaître cette éthique du travail et de l'effort productif qui caractérise les mineurs et les paysans des Andes boliviennes. En insistant sur les hauts et les bas, il s'agit pour Pedro de légitimer son enrichissement :

« C'est comme cela que j'ai réussi. Plus je travaillais, plus je gagnais. J'ai progressé, j'ai supporté, je me suis accroché... En 2001, 2002, le minerai a baissé. Je suis parti à Colavi [une mine au nord de Potosi]. Ça s'est mal passé. Je suis revenu et j'ai continué, j'ai continué... J'ai acquis de l'expérience, je suis devenu un bon « seconde main », une personne responsable. J'ai travaillé et j'ai eu de l'argent. »

Ses parents, à qui Pedro ramène des vivres, sont les premiers servis ; sa mère conserve toujours les 1 000 dollars reçus « en souvenir », elle qui n'avait jamais vu de billets verts. Pour lui, ce sera d'abord un lit, une armoire, une table, une radio et une vieille télé en noir et blanc. Des habits

aussi, à la mode de son âge. Pedro qui se décrit comme un jeune homme sain, alors peu enclin à la boisson, met aussi de l'argent de côté. En 2004, il parvient à acheter un terrain dans un faubourg de Potosi et commence à édifier lui-même sa maison. À l'arrivée de ses trois frères, il constitue une équipe de travail et commence à employer des journaliers. L'achat d'une petite voiture à crédit pour Pedro qui, petit, n'avait « même pas le droit de rêver conduire une bicyclette », fait de lui, dit-il, un homme comblé. C'est là que le boom l'a saisi faisant basculer ses profits de la légitimité gagnée à la sueur de son front à l'ivresse de l'argent facile. Pedro fait partie des privilégiés qui disposaient d'un bon filon de zinc quand les cours se sont emballés :

« Disons qu'en une semaine on gagnait plus de 8 000 [euros], parfois 9 000, parfois 10 000. Comme j'étais le chef, je devais payer mes compagnons. Mais comme on n'était pas plus d'une vingtaine, ça ne dépassait pas 1 000 [euros]. »

Sa première grosse vente s'élevait à « seulement » 1 800 euros. Alors qu'il s'appretait à solder le crédit de sa voiture, la jeune employée de la banque le convainquit d'ouvrir un compte. Il ajourna la paye de ses employés pour y placer 1 000 euros. Pedro profite de l'entretien pour remercier encore la jeune fille, pourtant il n'a jamais rajouté un centime à son épargne :

« La semaine suivante, j'ai gagné encore plus. Bien. À partir de là, je n'ai plus laissé d'argent à la banque [...] Je touchais l'argent, je le dépensais. Je prenais, je dépensais. Je n'avais presque jamais d'argent sous la main. Je dépensais tout. »

On était fin 2006, Pedro venait d'entrer dans le cercle effréné de la consommation achetant « sans y penser » trois voitures en moins d'un mois parce que, dit-il, il lui restait de l'argent :

« Une semaine, j'ai extrait je ne sais combien de camions et j'ai regardé avec admiration ce que j'ai gagné. Ce n'est pas possible, j'ai pensé. Que vais-je faire avec cet argent ? Je vais m'acheter une autre voiture. Je me suis fait ramener [du Chili] une belle jeep, une Pajero rouge, tout équipée, une belle voiture... Qui a une voiture comme ça en Bolivie ? Personne. Seulement les mineurs. C'était mon cadeau de Noël. Pas chère, 8 500 dollars, mais très jolie. La semaine suivante, pour le nouvel an, un minibus, 7 000 dollars. La semaine d'après j'ai gagné encore plus, zas, une autre voiture, voilà. »

Pedro a également rehaussé sa maison de deux étages pour louer des chambres et fait construire le garage qui n'avait pas été prévu. Un matin, il a sommé un marchand de meubles de lui aménager pour le soir même son salon et sa chambre à coucher. Le commerçant s'est exécuté, non sans avoir doublé ses marges. Les mineurs qui ont réussi n'ont pas pour

habitude d'éplucher les devis. Pedro, l'ancien ouvrier agricole, n'en revient toujours pas. Il était devenu un véritable patron. Un petit notable aussi. Ses voisins qui l'ignoraient le saluent désormais affectueusement ; certains rêvent même de le voir épouser leur fille.

Aujourd'hui Pedro travaille à nouveau seul et il a dû revendre trois de ses quatre voitures. Dans son récit, la fierté de sa réussite se teinte d'autocritique. Il regrette de ne pas avoir acheté un deuxième terrain. Surtout, il évoque le pouvoir insensé et corrompateur d'une richesse qui l'a comme possédé, le faisant sombrer dans une espèce de transe alcoolique et l'installant à demeure dans les maisons closes de la ville :

« Ces derniers temps, je suis devenu rebelle [réfractaire], je ne m'intéressais même plus à mes potes... C'est l'argent qui m'a rendu comme cela. Parce que l'argent a du pouvoir, quand tu as te l'argent tu te sens important, comme si tu étais le premier millionnaire, tu dois jeter ton argent [par les fenêtres]. L'argent fait tout n'est-ce pas ? [...] Plus tu as d'argent, plus les filles te cherchent n'est-ce pas ? J'avais une fille, une autre fille, elles venaient même me chercher à la mine... Je campais là [dans les maisons closes] tous les jours. Je n'ai pas pu réagir [m'en sortir]. Je n'ai pas pu. J'allais du lupanar à la mine et de la mine au lupanar Quand l'argent se terminait, qu'importe : « Allons chez moi en chercher. » J'avais tant d'argent. Dans mes poches, dans mes chaussures, sous les sièges de ma voiture, il y en avait partout. »

C'est d'ailleurs en compagnie d'une prostituée qu'il a accidenté sa belle jeep rouge. Sur le coup, il a songé l'abandonner au bord de la route, pensant qu'il pourrait toujours s'en racheter une autre. Aujourd'hui il interprète l'accident comme un signe divin :

« C'était trop, c'était trop. C'est ce que j'ai appris de mon expérience. L'expérience nous fait changer. Je me rends compte qu'elle [la Vierge] m'a envoyé un signe. On dit qu'il ne faut pas se moquer des vierges. Je jouais avec les filles. On dit que la Vierge est bien susceptible. Ou tu dois être marié ou tout seul... »

Achevant l'œuvre rédemptrice de la Vierge, la crise est venue remettre de l'ordre dans la vie et les idées de Pedro. Il ne sera jamais plus ambitieux :

« Avec de l'argent tu te sens, comment dire, tu te sens complet, tu peux faire n'importe quoi. Sans argent, imagine, tu marches la tête baissée... Pedro marque un temps d'arrêt avant de poursuivre : c'est mieux d'être humble que d'avoir de l'argent. C'est mieux de ne pas avoir beaucoup d'argent, c'est ce que je pense, c'est ce que je veux... »

Sans aller jusqu'à évoquer l'œuvre du diable, le récit de Pedro révèle une perception morale et orientée de l'histoire qui fait de la récession une nécessité. Lorsqu'elle s'emballe, la richesse semble se déconnecter de l'effort et du travail humain pour devenir de l'argent facile plus puissant et corrompeur. Les mineurs disent que l'argent rapide est incomplètement socialisé : il appartient toujours au diable et est voué à y retourner (Absi, 2003).

Le boom minier : une crise des rapports sociaux

Vécu sur le mode personnel comme une perte de repères et de valeurs, le boom entraîna aussi une crise sociale dans les villes minières où l'arrivée de nouveaux riches bouleversa les hiérarchies dont les mineurs, assignés à la pauvreté et à la grossièreté indigènes, doivent occuper les échelons les plus bas. Les attaques incessantes des habitants et de la presse de Potosi contre les coopérateurs témoignent de la menace représentée par leur enrichissement dans une société qui se pense en même temps en termes socioéconomiques, culturels et raciaux. Des Indiens raffinés, de nouveaux riches mal dégrossis, voici l'idée que se font les citadins de souche des coopérateurs auxquels ils reprochent d'avoir emprunté les aspects les plus ostentatoires de la civilisation urbaine sans en maîtriser l'étiquette ni les codes. On les accusait de fomenter l'inflation, d'avoir de grosses voitures sans savoir les conduire, de troubler la tranquillité des riverains en s'appropriant les espaces de la bourgeoisie locale, de défigurer la ville avec leurs maisons, de faire sombrer la société dans l'alcoolisme, la prostitution et le désordre à coups de dynamite. Bref, de ne pas savoir « ce que c'est que l'argent ». Sur un marché, un habitant raconte comment un mineur a raflé sous son nez tout un lot de chemises sans même les essayer. Un autre évoque l'inconscience de ceux qui achètent des tomates avec des billets de 200 et ne réclament pas leur monnaie ! Ces critiques marquent la distance et interdisent aux mineurs l'accès à la bonne société. Comme si la légitimité de leurs revendications ne tenait qu'à leur pauvreté, la population s'était aussi insurgée du fait que lors des mobilisations, les travailleurs ne bloquaient plus les routes à pied mais à bord de leurs luxueux 4 x 4... Plus encline à souligner leurs frasques que leur rôle moteur dans l'économie régionale, la presse n'était pas en reste qui multipliait les gros titres édifiants : « Les mineurs se torchent le boom minier²⁵ » ou « Le pouvoir coopérateur terrorise la population²⁶. » Les accidents mortels

25. « Mineros se farrean la bonanza minera » (*El Potosí*, 04/09/2007)

26. « El poder cooperativista atemoriza a la ciudadanía » (*La Razón*, La Paz, 02/07/2007).

dont ont principalement souffert les employés jeunes et inexpérimentés étaient l'occasion de délégitimer les coopérateurs et leur richesse en les présentant comme des exploiters sans état d'âme. Une représentation qui, sans être toujours fautive, occulte les trajectoires de travailleurs comme Pedro. Pourtant c'est suspendus au regard réprobateur de ces classes moyennes et supérieures auxquelles ils rêvent d'appartenir que les mineurs jugent aujourd'hui leur réussite passée et acceptent d'aliéner leurs projets d'ascension sociale.

Dire que la crise a pu être vécue comme salvatrice n'équivaut pas à dire qu'il est égal pour un mineur d'être riche ou pauvre. Sinon que, comme nous l'avons dit et contrairement à ce que semble affirmer l'idéologie du néolibéralisme, l'enrichissement soudain (et sa logique de prédation) n'est pas moins un accident du système que son contraire. En soulignant le rôle de la crise financière — qui dès le second semestre 2007 a engendré une demande anormale de minerais où s'étaient réfugiés les investissements des *surprimes* et du dollar — dans la flambée des cours²⁷, les analystes économiques donnent en partie raison aux coopérateurs : le boom et la crise sont bien les deux revers d'un même événement.

Conclusion

Derrière l'apparente universalité véhiculée par l'expression *la crise* pour désigner le crack financier de 2007 et la récession économique qui s'ensuivit, l'expérience des coopérateurs de Potosi révèle l'existence d'une multiplicité de vécus et de stratégies. Ces dernières se construisent dans des allers-retours incessants entre les contraintes objectives et les élaborations imaginaires des individus et des groupes sociaux. Elles mobilisent des expériences préexistantes. Dans le cas des mineurs, la vulnérabilité à toutes sortes de crises dont la récession n'est qu'un épisode parmi d'autres, l'absence de référent salarial ainsi que la hantise du patronat favorisent la survalorisation de l'auto-emploi et le repli sur des conceptions morales du travail et de la richesse. Au point que les coopérateurs, pris dans les pesanteurs et les dominations qui délégitiment leur ascension sociale, situent la crise dans le boom minier et le bouleversement des hiérarchies qui l'ont précédé plus que dans la chute des cours du minerai elle-même. À ne pas être explicitée, l'articulation des trajectoires individuelles avec le contexte systémique conforte la confusion de l'individu avec le problème, son interprétation et la recherche de solutions. Dépourvue des promesses messianiques des

27. *Pulso económico*, La Paz, 26/04-02/05/2009.

institutions médiatrices de sens, la récession actuelle n'a donc pas, pour les travailleurs indépendants et précaires de Bolivie, le sens d'une crise du système et de ses valeurs qui démoralise des analystes du « centre ». Elle a par contre signifié une ampliation de la responsabilité des acteurs qui répond parfaitement aux injonctions idéologiques du néolibéralisme lorsqu'il fait reposer la résolution des problèmes économiques sur les ressources personnelles des individus.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABSI Pascale, 2007 : « Il ne faut pas mélanger les fortunes : Travail, genre et revenus chez les commerçantes de Potosi », in : HERNANDEZ Valeria, OULD-AHMED Pépita, PAPAIL Jean, PHÉLINAS Pascale (ed.), *Turbulences monétaires : L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan.
- ABSI Pascale, 2003 : *Les ministres du diable. Le travail et ses représentations dans les mines de Potosi, Bolivie*, Paris, L'Harmattan.
- APEMIN, 2008 : *Diagnóstico del sector minero cooperativizado en los departamentos de Oruro y Potosí*. Cf. <http://www.mineria.gov.bo/>
- BAZIN Laurent, HOURS Bernard, SELIM Monique, 2009 : *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale. Travail, science, ONG*, Paris, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique ».
- ESCOBAR DE PABON Silvia, 2009 : *Situación del empleo en tiempos de cambio*, La Paz, CEDLA.
- Ministerio de Minería y Metalurgia del Estado plurinacional de Bolivia, <http://www.mineria.gov.bo/Estadisticas.aspx/>
- Actualidad de la Minería*, La Paz, CEDLA.
- Monde diplomatique*, édition bolivienne, Dossier spécial sur la crise, La Paz, juin 2009.
- NASH June, 1979: *We eat the mines and the mine eat us*, New York, Columbia University Press.
- SWAMPA Maristella (ed.), 2003 : *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Biblios/Universidad Nacional de General Sarmiento.

ANNEXES

Moyennes des prix des minerais exploités à Potosi
(D'après les données du ministère des Mines et de la Métallurgie)

	Zinc LF	Argent LF	Étain
1980	Non exploité	Non exploité	7,61
1985	Non exploité	Non exploité	5,53
1986	Non exploité	Non exploité	2,57
Moyennes annuelles 1995-2000	De 0,52 à 0,60	De 4,86 à 5,60	De 2,44 à 2,81
2002	0,35	4,59	1,83
2007	1,51	13,32	6,49
1 ^{er} semestre 2008		17	> 9
Août 2008	0,54 (valeur minimale)		
Octobre 2008		< 8	< 5
Décembre	0,37 (valeur minimale)		
1 ^{er} quinzaine octobre 2009	0,86	16,74	6,82

Absi Pascale. (2010)

La part idéale de la crise : les mineurs coopérateurs de Bolivie face à la récession

In : Phélinas Pascale (dir.), Selim Monique (dir.). *La crise vue d'ailleurs*

Paris : L'Harmattan, p. 29-55. (Questions Contemporaines.Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-296-11544-6